



**BUDGET ECONOMIQUE**

INSTITUT DES COMPTES NATIONAUX

---

# **Prévisions Economiques 1998**

FÉVRIER 1998

---

BUREAU FEDERAL DU PLAN



---

# B

# udget Economique 1998

---

Avant-propos	5
Résumé	7
La conjoncture belge dans une perspective internationale	9
Conjoncture internationale en 1998	
Impact de la crise asiatique sur l'économie belge	
Conjoncture belge et des trois pays voisins	
Incertitude liées à ces prévisions	
1. Le PIB et ses composantes	16
Consommation privée	
Investissements des entreprises	
Investissements en logements	
Formation de stocks	
Dépenses publiques	
Evolution des exportations et des importations belges	
2. Les évolutions financières: prix, coûts et taux d'intérêt	24
Prix intérieurs	
Indexation dans la fonction publique	
Evolution des salaires	
Evolution des taux d'intérêt étrangers et belges	
3. Le marché du travail	29

---

## Liste des figures

---

<b>FIGURE 1</b>	Croissance du PIB: évolution trimestrielle
<b>FIGURE 2</b>	Evolution trimestrielle de la consommation privée à prix constants
<b>FIGURE 3</b>	Consommation privée, revenu disponible et taux d'épargne
<b>FIGURE 4</b>	Evolution trimestrielle de l'investissement des entreprises à prix constants
<b>FIGURE 5</b>	Taux d'investissement et rentabilité dans le secteur marchand
<b>FIGURE 6</b>	Indicateurs pour les exportations
<b>FIGURE 7</b>	Evolution mensuelle de l'inflation
<b>FIGURE 8</b>	Coûts salariaux par rapport aux sept principaux partenaires
<b>FIGURE 9</b>	Evolution du nombre de demandeurs d'emploi (y inclus les chômeurs âgés)

Ces prévisions macro-économiques ont été transmises par l'Institut des Comptes Nationaux (ICN) au Gouvernement fédéral dans le cadre du contrôle budgétaire fédéral pour l'année 1998. Selon la procédure prévue, le Bureau fédéral du Plan a soumis une proposition de Budget Economique au Comité Scientifique du Budget Economique et au Conseil d'Administration de l'ICN. Cette dernière instance adopte les chiffres définitifs et en porte la responsabilité finale. Le Comité Scientifique a émis un avis favorable sur le Budget Economique le 13 février 1998.

La partie 2 des Comptes Nationaux 1996, publiées par l'ICN, a été intégrée. En matière de finances publiques, l'hypothèse usuelle de raisonner à "politique inchangée" a été faite. Toutes les mesures en vigueur, y compris celles découlant du conclave budgétaire de l'été 1997, sont reprises ici. La situation macro-économique et financière dans le reste du Monde est basée sur les dernières prévisions de la Commission Européenne (datant de l'automne 1997), mais celles-ci ont toutefois été actualisées pour prendre en compte les développements conjoncturels les plus récents ainsi que les effets possibles de la crise asiatique. Ces prévisions ont été achevées le 13 février 1998.

L. Verjus  
Président du Conseil d'Administration  
de l'Institut des Comptes Nationaux

Bruxelles, février 1998

---

## Chiffres clés pour l'économie belge

Variations en % en volume – sauf indications contraires

	95	96	97	98
Consommation privée	1.1	1.3	1.6	2.0
Consommation publique	0.9	1.8	1.2	1.3
Formation brute de capital fixe	3.2	0.6	4.5	3.6
Emplois finals nationaux	1.4	1.1	2.1	2.2
Exportations de biens et services (1)	6.8	3.2	6.2	5.6
Importations de biens et services (1)	6.1	2.8	5.5	5.4
Exportations nettes (contribution à la croissance)	0.7	0.4	0.7	0.4
Produit intérieur brut	2.1	1.5	2.7	2.5
Indice traditionnel des prix à la consommation	1.5	2.1	1.6	1.2
Indice santé	1.6	1.7	1.3	1.3
Revenu disponible réel des ménages	0.1	-0.4	0.8	2.1
Taux d'épargne des ménages (en % du revenu disponible)	17.7	16.3	15.6	15.7
Emploi intérieur (variation en milliers, situation au 30 juin)(2)	18.8	14.8	12.1	33.1
Taux de chômage (taux standardisé Eurostat, moyenne annuelle)	9.9	9.8	9.5	9.1
Balance des opérations courantes UE BL (en % du PIB)	5.0	4.9	5.3	5.7
Taux d'intérêt à court terme (%)	4.8	3.2	3.4	3.6
Taux d'intérêt à long terme 10 ans (%)	7.5	6.5	5.8	5.2

(1) Le pourcentage de variation en 1995 doit être interprété avec prudence, en raison de ruptures dans les flux bruts entre 1994 et 1995

(2) L'emploi intérieur augmente en 1997 de 4.800 et en 1998 de 9.800 unités suite aux divers programmes d'activation

Pour 1998, l'Institut des Comptes Nationaux prévoit une croissance du PIB de 2,5%, après 2,7% en 1997. Bien que cette prévision confirme celle du Budget Economique de juillet, trois points importants doivent être soulignés.

Le premier concerne la situation économique en 1997. La dynamique à la base du Budget Economique de juillet a été observée dans les faits. Au début de l'année, la croissance a été tirée par les exportations, principalement au bénéfice de l'industrie manufacturière. En cours d'année, la consommation privée s'est également renforcée et le second semestre a été plus dynamique que prévu. Le taux de croissance annuel moyen de la consommation privée est estimé à 1,6%.

Les deux autres facteurs importants ont trait à l'évolution de l'économie mondiale en 1998 et devraient exercer leurs effets sur l'économie belge dans le courant de l'année. Il s'agit d'un côté, de l'évolution conjoncturelle plus dynamique que prévue en Europe et aux Etats-Unis. D'un autre côté, la crise financière asiatique ne sera pas sans conséquence sur l'économie occidentale. La forte dépréciation des monnaies de ces pays, combinée à un recul de leur demande intérieure, donneront lieu, pour les exportateurs belges, à une contraction des marchés à l'exportation, à la fois en Asie mais également dans le reste du monde, ainsi qu'à une détérioration de leur position concurrentielle par rapport à ces pays asiatiques. La croissance des exportations en sera moindre. Le recul des commandes en provenance de l'étranger dans les enquêtes de la BNB de novembre et décembre pourrait en constituer un premier signe. Dans ce Budget Economique, l'impact de la crise asiatique est estimé à 0,4% sur le PIB belge en 1998. Par ailleurs, la diminution des taux d'intérêt européens à long terme, dont une partie peut être attribuée à la crise asiatique, constitue un élément favorable pour la croissance en Europe.

Par rapport au Budget Economique de juillet 1997, la meilleure dynamique conjoncturelle que l'on a observée et prévue en Belgique devrait neutraliser l'impact de la crise asiatique de sorte que les prévisions de croissance du PIB en 1998 restent inchangées. Les investissements des entreprises continueraient à croître, mais un effort supplémentaire est encore nécessaire pour porter le taux d'investissement à un niveau comparable à celui qui était observé au début des années 90 et, ainsi, autoriser une croissance plus forte à l'avenir.

---

L'augmentation des prix à la consommation a atteint 1,6% en 1997. Un taux d'inflation encore plus faible est prévisible pour cette année. L'inflation sous-jacente a oscillé aux alentours de 1,25% durant l'année 1997, alors que les prix à l'importation progressaient de 4,5%. Pour 1998, l'inflation, mesurée par le nouvel indice et le nouveau panier de biens et services (qui ne modifie pas le niveau annuel moyen de l'inflation), devrait atteindre 1,2% pour l'indice traditionnel et 1,3% pour l'indice santé. Les prix de l'énergie devraient augmenter en cours d'année mais, en moyenne sur l'ensemble de l'année, leur contribution à la croissance des prix à la consommation serait légèrement négative.

En 1997, l'impact de l'amélioration de l'activité sur l'emploi reste difficile à mesurer. Dans l'état actuel de l'information, une progression de l'emploi de 0,6% semble la plus vraisemblable. Vu l'accroissement de la population active suite à l'augmentation des taux d'activité, la réduction du chômage est restée plus limitée en 1997. En 1998, l'emploi devrait progresser de 33.000 unités (ou 0,9%) et le taux de chômage devrait baisser à 9,1% de la population active (selon la définition standardisée d'Eurostat). L'amélioration de l'emploi est principalement due à la croissance de l'activité des entreprises. Les programmes d'activation de la main d'oeuvre contribuent eux aussi de manière non négligeable à cette amélioration.



*Conjoncture  
internationale en  
1998*

L'environnement international pour les Prévisions Economiques de février se base traditionnellement sur les perspectives économiques publiées par la Commission Européenne à l'automne de l'année précédente<sup>1</sup>. Les événements récents, en particulier l'aggravation de la crise financière asiatique et ses effets déflationnistes, mais également une croissance économique plus vigoureuse que prévue aux Etats-Unis et en Europe au cours du second semestre de 1997, ont nécessité d'adapter le scénario international pour l'année 1998. Pour ce faire, les toutes dernières prévisions établies par le Fond Monétaire International ont été utilisées<sup>2</sup>.

Après une croissance mondiale encore particulièrement soutenue en 1997 (+4,1%), on peut s'attendre maintenant à un fléchissement de celle-ci en 1998, qui atteindrait environ 3,5%. Les dynamiques à l'oeuvre dans les différentes parties du monde ne sont toutefois pas identiques.

La croissance économique pour l'ensemble de l'Union Européenne, après avoir été essentiellement tirée par les exportations au cours du premier semestre de 1997, devrait être progressivement plus soutenue par la demande intérieure. Ce scénario semble d'ailleurs se confirmer si l'on se réfère à l'amélioration continue de la confiance des consommateurs européens depuis l'été dernier. Le rebond de la consommation privée et des investissements devrait ainsi amortir le fléchissement attendu de la demande mondiale extra-européenne. Cette croissance plus équilibrée devrait permettre aux pays de l'Union Européenne de voir leur PIB augmenter en moyenne de 2,7% en 1998 contre 2,6% l'année précédente.

Aux Etats-Unis, après cinq ans d'expansion ininterrompue, la croissance s'est encore accélérée au cours de l'année 1997 pour atteindre 3,8% sous l'impulsion d'une demande intérieure toujours très dynamique. Toutefois, l'activité devrait progresser à un rythme plus réduit en 1998 (soit à un taux de 2,4%) suite à la détérioration de la contribution des exportations nettes, sous l'effet conjugué des pertes de compétitivité lié à l'appréciation

- 
1. Commission Européenne – Direction générale des Affaires économiques et financières, “Budgets Economiques 1997 – 1999”, automne 1997.
  2. International Monetary Fund, “World Economic Outlook – Interim Assessment. Crisis in Asia: Regional and Global Implications”, December 1997.

---

régulière du taux de change effectif du dollar depuis 1996 et de la baisse de la demande émanant des pays asiatiques.

De tous les grands pays industrialisés, le Japon est certainement celui pour lequel les prévisions de croissance ont été le plus revues à la baisse ces derniers mois, à la fois pour 1997 et 1998. Ainsi, la croissance pour chacune de ces deux années devrait se situer aux alentours des 1%, soit nettement en deçà des performances moyennes des pays de l'OCDE. Cette faible croissance attendue résulte à la fois des effets de la crise financière asiatique qui devraient plus se faire ressentir au Japon qu'aux États-Unis ou en Europe, et de facteurs internes liés entre autres à la fragilité persistante du système financier et à la contraction brutale des investissements publics.

En Asie, le reflux de capitaux étrangers à partir de l'été 1997, initialement de Thaïlande puis progressivement des pays voisins (Malaisie, Philippines, Indonésie et plus récemment de Corée du Sud) a entraîné de fortes dépréciations et la chute des principales valeurs boursières de ces pays. Cette crise aurait, d'après le FMI, trois causes principales. Primo, l'incapacité des politiques nationales à freiner la surchauffe de ces économies, ce qui s'est traduit par une dégradation des comptes extérieurs courants et par l'apparition de bulles spéculatives sur les marchés boursiers et immobiliers. Secundo, un régime de taux de change fixe vis-à-vis du dollar trop longtemps maintenu qui a encouragé l'endettement privé en devises et tertio des règles prudentielles en matière de crédits bancaires trop laxistes. La mise en oeuvre de politiques macro-économiques de stabilisation dans ces pays devrait avoir des répercussions négatives sur la demande intérieure et consécutivement sur la croissance économique. Ainsi, malgré un redressement des exportations nettes, la croissance des cinq pays asiatiques les plus touchés devrait se ralentir très fortement en 1998 (soit un taux de 1,7% en moyenne pour la Thaïlande, la Malaisie, les Philippines et l'Indonésie et de 2,5% pour la Corée du Sud contre une croissance de 7 à 8% sur la période 1995-96) et entraîner une décélération de la croissance dans toute la région.

---

Au niveau de la sphère monétaire, on s'attend à ce que la dépréciation des monnaies asiatiques et les baisses de prix à l'importation qui en découlent pour leurs partenaires commerciaux, réduisent fortement la probabilité d'un resserrement de la politique monétaire en Europe et surtout aux Etats-Unis au cours de l'année 1998. Par conséquent, les taux d'intérêt à court terme allemands et américains devraient se maintenir en 1998 à leur niveau du début d'année, soit respectivement 3,6 et 5,6%. Au niveau des taux à long terme, la détente observée fin 1997 et début 1998, et qui est en partie la résultante d'une réallocation des capitaux au niveau mondial, ne devrait pas se prolonger et ceux-ci devraient se stabiliser aux alentours des 5,1% en Allemagne et des 5,8% aux Etats-Unis.

### *Impact de la crise asiatique sur l'économie belge*

La crise financière qui s'est développée depuis l'été 1997 dans plusieurs pays asiatiques devrait avoir des répercussions directes sur la sphère réelle des autres économies du globe notamment par l'intermédiaire des échanges commerciaux:

- compression des importations des pays asiatiques touchés par la crise, se traduisant par une perte de marché à l'exportation pour le reste du monde. Cette compression fait suite à la hausse des prix des importations de ces pays en monnaie nationale, mais surtout à la réduction de leur demande intérieure induite par la hausse des taux d'intérêt, les mesures de restrictions budgétaires...;
- amélioration de la position concurrentielle des pays asiatiques dont la monnaie s'est dépréciée, défavorable à la compétitivité des pays tiers sur les marchés nationaux et internationaux.

L'impact spécifique pour la Belgique peut être appréhendé en comparant la ventilation géographique des exportations belges par rapport à celles de l'Union Européenne dans son ensemble. Le tableau 1 reprend la part des exportations belgo-luxembourgeoises vers huit pays asiatiques comparée à celle des 15 pays de l'Union. Comme les variations annuelles sont parfois importantes, une moyenne des deux dernières années disponibles (1994-95) est présentée ci-dessous.

TABLEAU 1

**Importance relative des exportations de biens vers huit pays asiatiques (en % des exportations totales de biens)<sup>3</sup>**

	UE-15 <sup>a</sup>	UEBL
Corée du Sud	0,81	0,41
Thaïlande	0,53	0,54
Malaisie	0,49	0,22
Singapour	0,72	0,35
Indonésie	0,37	0,24
Philippines	0,16	0,11
Taiwan	0,68	0,48
Hong Kong	1,04	0,79
Total	4,79	3,14

a. Commerce intra-européen inclus

La part des exportations belges est inférieure de 1,5 à 2% à la celle de l'UE. Bien que l'économie belge est nettement plus ouverte que l'Europe dans son ensemble, exprimées en pourcentage de la demande finale, les exportations vers ces 8 pays asiatiques représentent respectivement 1,0% et 0,9% pour la Belgique et l'UE. Un examen de la structure par produit des exportations belges vers ces pays indique que celles-ci sont constituées pour 25% par des bijoux et diamants, produits qui ont un contenu importé élevé, ce qui relativise quelque peu l'importance en terme de valeur ajoutée pour la Belgique.

Un exercice de simulation à l'aide du modèle MODTRIM du Bureau fédéral du Plan a permis de quantifier les effets attendus de la crise asiatique sur l'économie belge en 1998 sur base du choc suivant:

- une dépréciation des monnaies asiatiques qui correspond à une appréciation du taux de change effectif du BEF de 1%, qui a comme conséquence une baisse des prix belges à l'importation de 0,6% et une baisse des prix belges à l'exportation de 0,3%;
- une contraction de la demande intérieure des pays asiatiques concernés qui se traduit, en tenant compte des effets induits sur le reste du monde, par une perte de marchés extérieurs pertinents pour la Belgique de 0,6%.

3. Source: OCDE, calculs BfP.

---

Les résultats présentés ci-après doivent être interprétés comme les effets bruts de la crise asiatique, c'est-à-dire sans prise en compte, ni de la réaction des politiques monétaires des pays tiers (pas de modifications des taux d'intérêt), ni de l'amélioration de la conjoncture européenne par rapport à la prévision de juillet 1997.

**TABLEAU 2**

**Principaux effets macro-économiques de la crise asiatique sur l'économie belge en 1998**

*(écarts en% par rapport à la base)*

PIB	Exportations nettes <sup>a</sup>	Inflation <sup>b</sup>
- 0,4	- 0,3	0,0

a. Contribution à la croissance

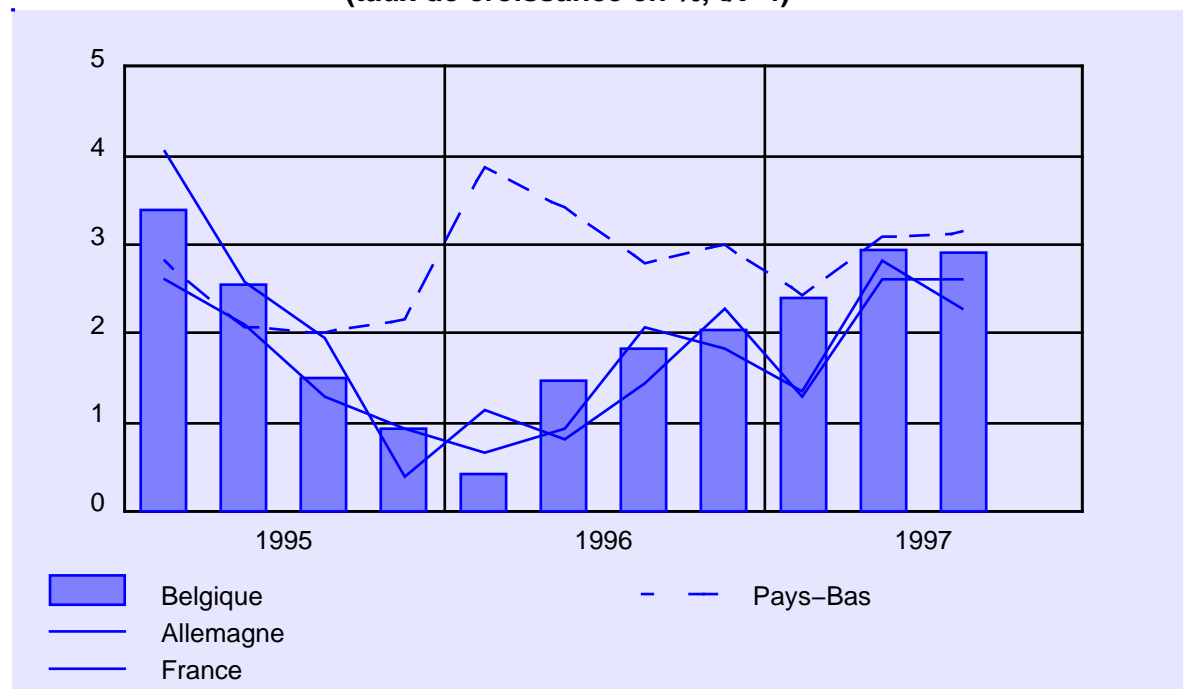
b. Mesurée par le déflateur de la consommation privée

On constate que la croissance serait ralentie de 0,4% en 1998 suite à la crise asiatique et ce, en grande partie à cause du repli des exportations nettes. Par contre l'inflation ne serait pas significativement affectée: la baisse des prix à l'importation serait compensée par une hausse des coûts de production unitaires suite au ralentissement des gains de productivité.

Signalons enfin que ces résultats ne prennent pas en compte d'éventuels effets différés de la crise tels que les risques de perte de confiance, d'instabilité du prix des actions et de conséquences d'un effet de richesse négatif sur la demande. Au-delà de la difficulté technique d'en évaluer l'ampleur, les informations les plus récentes ne permettent pas de penser que ces effets sont présents.

Alors qu'au cours des années 1995 et 1996 la croissance économique en Belgique, en France et en Allemagne était quelque peu à la traîne par rapport à celle des Pays-Bas, cet écart semble s'être fortement réduit dans le courant de 1997. Avec des taux de croissance de 1,5 à 2% en moyenne sur la période 1995-96, la Belgique, la France et l'Allemagne faisaient nettement moins bien que les Pays-Bas, qui enregistraient pour ces deux années une croissance moyenne de presque 3%. Au cours du deuxième et troisième trimestre de 1997, la croissance en Belgique, en France et en Allemagne est passée à 2,5 à 3%, soit un rien seulement en-dessous de celle aux Pays-Bas (3,1%).

**FIGURE 1** Croissance du PIB: évolution trimestrielle  
(taux de croissance en %, t/t-4)



Source: Sources nationales, BNB

Le mouvement de rattrapage de la Belgique, la France et l'Allemagne a eu pour conséquence de réduire les écarts de croissance entre les quatre pays. Toutefois, des différences importantes ont subsisté au niveau de la composition de la croissance. Alors que la croissance hollandaise était également soutenue par une demande intérieure vigoureuse, l'évolution de la consommation privée et des investissements est restée faible en France et surtout en Allemagne. La Belgique occupe ici clairement une position intermédiaire. De fait, depuis le dernier trimestre de 1994, les investissements des entreprises évoluent de façon nettement

---

positive (soit une croissance annuelle moyenne de 4,4% sur la période 1995–97). Le rythme de croissance de la consommation privée est néanmoins resté très longtemps modeste, mais le second semestre de 1997 s’est caractérisé par une nette amélioration de celui-ci.

On peut dès lors s’attendre à une croissance relativement soutenue en Belgique et dans les pays voisins pour 1998. De plus, la croissance belge devrait être plus équilibrée que pendant les quatre années précédentes, c’est-à-dire alimentée de façon plus égale par les composantes intérieures et extérieures.

*Incertitude liées à ces prévisions*

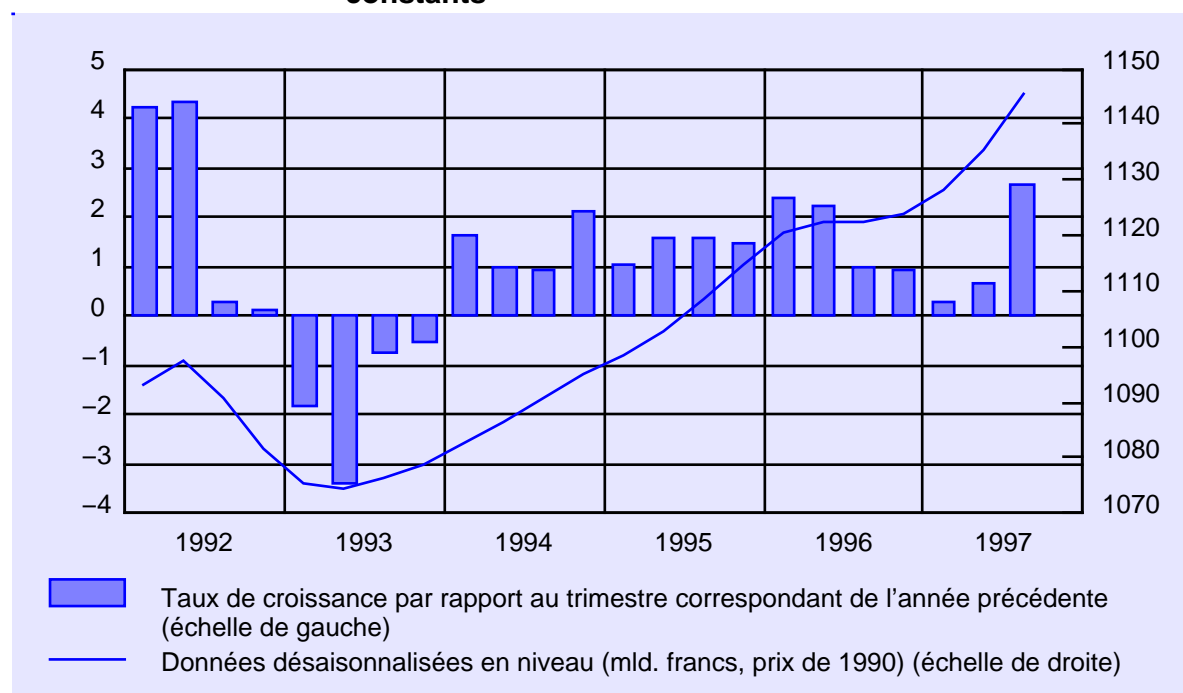
La principale incertitude concernant l’environnement international réside dans l’évolution de la crise financière asiatique. Le scénario retenu ici implique un certain ralentissement de la croissance mondiale lié à une demande intérieure moins soutenue en Asie et une baisse des prix à l’exportation de ces pays suite aux dépréciations observées. Toutefois, le scénario prévoit une crise maîtrisée dans le sens que ces pays mettent en oeuvre des politiques, conformément aux recommandations du FMI, qui permettent de rétablir une certaine confiance auprès des marchés financiers internationaux. Le risque existe toutefois que cette condition ne se réalise pas et que de nouvelles dépréciations soient donc nécessaires pour financer les déficits extérieurs courants. Dans ce cas, au-delà des effets additionnels transitant par le commerce mondial, une contagion à d’autres économies émergentes puis aux places boursières américaines et européennes ne peut être exclue. De même, la fragilité du système financier japonais ne permet pas d’écarter l’hypothèse de retombées encore plus négatives sur la croissance au Japon que celles retenues dans les présentes prévisions.

Etant donné un environnement extra-européen moins favorable en 1998, le maintien d’une croissance relativement élevée en Europe nécessitera une contribution accrue de la demande intérieure. Si cette dynamique est en place depuis un certain temps déjà pour certains pays de l’Union (Pays-Bas et Royaume-Uni par exemple), et plus récemment pour d’autres (Espagne, Autriche et Belgique), elle semble encore assez timide en France et absente en Allemagne.

## 1. Le PIB et ses composantes

*Consommation privée* Les indicateurs conjoncturels récents (aussi bien quantitatifs que qualitatifs) font apparaître que la consommation privée s'est fortement accrue au cours du second semestre de l'année 1997. Après une période de quatre ans (depuis la mi-1993) pendant laquelle la consommation privée a connu une croissance relativement modérée, il semble donc bien que les ménages aient enfin commencer à accroître leurs dépenses de consommation.

**FIGURE 2** Evolution trimestrielle de la consommation privée à prix constants



Source: Estimations Bureau fédéral du Plan

Le chiffre d'affaires du commerce de détail (source: statistiques de TVA de l'INS) a progressé pendant le troisième trimestre 1997 de 5,1% en prix courants (taux de croissance  $t/t-4$ ), ce qui représente la croissance trimestrielle la plus élevée depuis le milieu de l'année 1992.

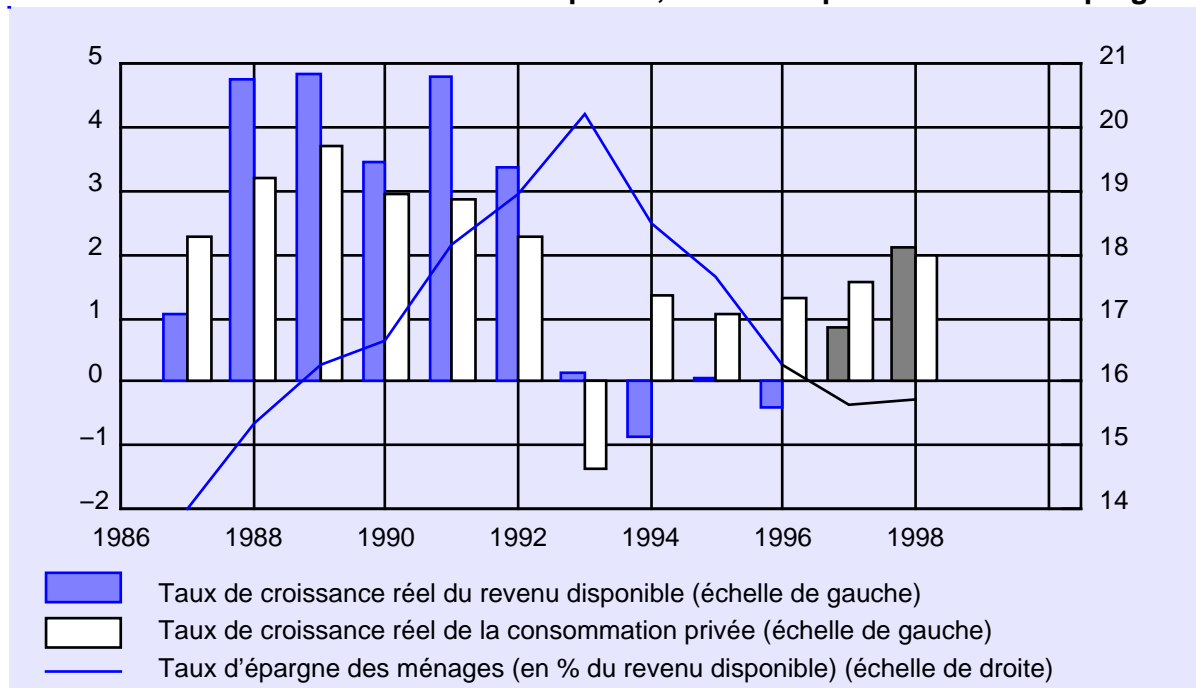
Simultanément à la forte dynamique de la consommation des ménages au cours du second semestre de 1997, le baromètre de la confiance des consommateurs a affiché une nette amélioration. Ce paramètre était retombé entre la fin de 1996 et le second trimestre de 1997 de -20 à -26. A la fin de l'année 1997, la confiance des consommateurs était remontée à -10, soit un niveau



qui n'avait plus été atteint depuis le troisième trimestre de 1995. On peut supposer que l'amélioration de la confiance des consommateurs au cours des deux derniers trimestres de 1997 est liée à la situation sur le marché du travail. La progression du chômage (définition large et désaisonnalisé) s'est arrêtée à la mi-1997. Au cours du dernier trimestre de 1997, le nombre de chômeurs était en moyenne inférieur d'environ 3.000 unités par rapport à la situation observée six mois plus tôt.

Au total, la consommation a progressé à prix constants d'environ 1,6% en 1997. Ce taux annuel résulterait d'une croissance modérée en termes réels (t/t-4) de moins de 1% pendant le premier semestre et d'un taux de croissance de plus de 2% pendant la deuxième moitié de l'année. Evidemment, les faibles taux de croissance au cours des deux premiers trimestres de 1997 s'expliquent en partie par le niveau exceptionnellement élevé de la consommation pendant les trimestres correspondants de 1996, suite à l'achat massif de voitures neuves après le salon de l'automobile du début 1996.

**FIGURE 3** Consommation privée, revenu disponible et taux d'épargne



Source: ICN, Bureau fédéral du Plan

La forte dynamique de la consommation privée présente depuis le second semestre de 1997 devrait persister cette année. La croissance réelle de la consommation des ménages devrait dès lors s'établir à 2% en 1998. La consommation devrait par con-

séquent à nouveau, au contraire des cinq dernières années, constituer un moteur important de la croissance économique. Le taux de croissance retenu pour 1998 tient compte de l'effet positif du report de l'année passée et du succès renouvelé (d'après les échos) du salon de l'auto en début d'année.

En 1997, la progression du revenu disponible des ménages (0,8%) et la baisse du taux d'épargne (de 16,3% en 1996 à 15,6%) ont contribué de façon relativement identique à la croissance de la consommation privée (1,6%). La baisse du taux d'épargne en 1997 est nettement inférieure au fort recul observé entre 1993 et 1996. Pendant cette période, le taux d'épargne a baissé de 4 points de pourcent en trois ans (passant de 20,2% en 1993 à 16,3% en 1996). Au cours de ces années, la décroissance de la propension à épargner a été le seul facteur possible d'expansion de la consommation, étant donné la (très) légère baisse du revenu disponible réel des ménages. En 1998, le taux d'épargne devrait plus ou moins se stabiliser au niveau de 1997. La croissance de la consommation privée serait donc entièrement attribuable, cette année, à la hausse du revenu disponible (2,1%). Étant donné que la progression du revenu par tête devrait être relativement limitée, la création d'emplois est donc une condition essentielle pour que la consommation privée en 1998 puisse jouer son rôle de moteur de la croissance économique.

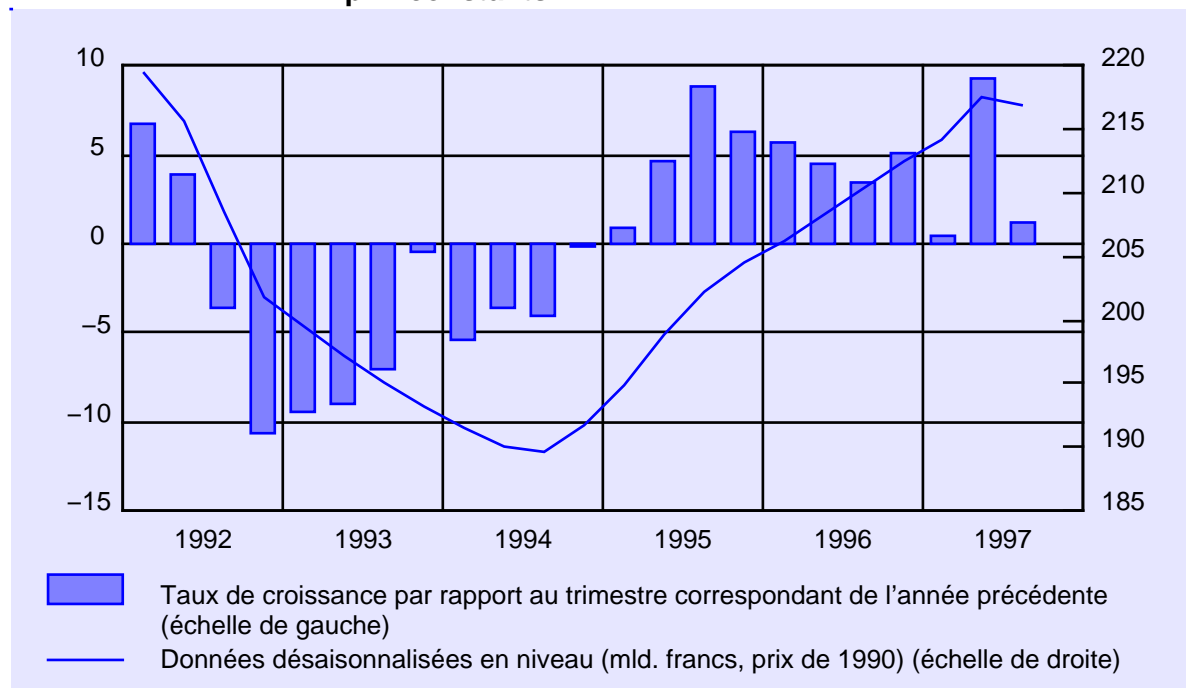
### *Investissements des entreprises*

L'évolution intra-annuelle des investissements des entreprises a été irrégulière en 1997. Le début d'année a été fort faible, mais durant le second trimestre la situation s'est infléchie, grâce en partie à quelques projets exceptionnels dans le secteur non-industriel. Le second semestre a présenté un profil identique: un troisième trimestre modéré qui devrait être suivi par une forte croissance au cours des derniers mois de l'année. La croissance réelle moyenne des investissements des entreprises<sup>4</sup> devrait de cette manière s'établir en 1997 à 3,3%. Ceci signifie que pour la troisième année consécutive les investissements des entreprises ont apporté une contribution substantielle à la croissance économique. Le taux de croissance pour 1997 se situe néanmoins environ 1,5 points de pourcent en dessous de celui des deux années précédentes.

---

4. Y compris les investissements des indépendants.

**FIGURE 4** Evolution trimestrielle de l'investissement des entreprises à prix constants



Source: Estimations Bureau fédéral du Plan

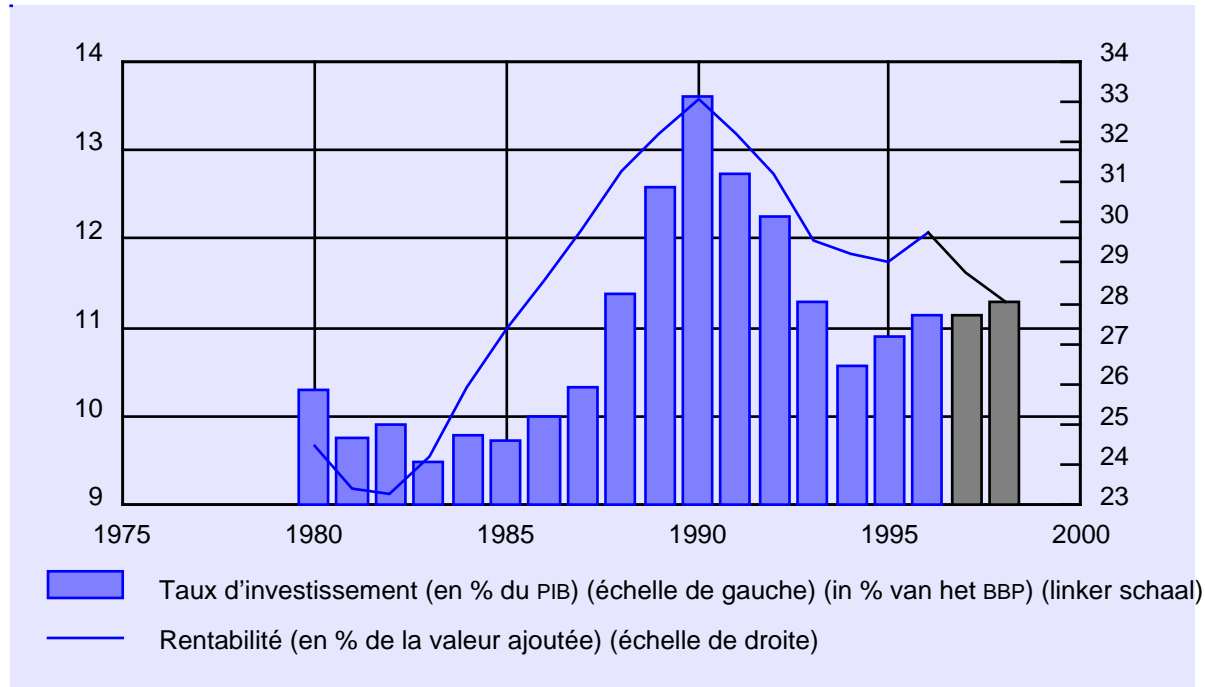
Le climat d'investissement devrait rester favorable cette année. Les taux d'intérêt à long terme se situent, depuis quelques temps, à un niveau historiquement bas et ont encore baissé en 1997. Le rendement de l'OLO belge de référence à 10 ans s'élevait en janvier 1998 à 5,2%, contre 5,9% un an plus tôt. Les autres facteurs qui influencent positivement le climat d'investissement sont le niveau élevé de rentabilité (surtout, durant la période écoulée, dans les secteurs orientés vers l'exportation) et les perspectives favorables de demande (initialement surtout de l'étranger, mais ces derniers mois de plus en plus de la demande intérieure).

Le taux d'utilisation des capacités de production dans l'industrie manufacturière a atteint durant le troisième trimestre 1997 un niveau record de 82,5% (désaisonnalisé). Ce taux s'est maintenu à un niveau comparable au cours du quatrième trimestre 1997. Une nouvelle progression n'est pas à exclure en 1998. L'enquête d'automne dans l'industrie manufacturière évalue la croissance des investissements à prix courants à 9,2% en 1998, contre 7% en 1997.

Au cours des six années écoulées, l'output gap a été négatif. Au fur et à mesure que l'année 1997 avançait, la production effec-

tive s'est rapprochée de son niveau potentiel. On s'attend par conséquent à voir apparaître un output gap positif en 1998.

**FIGURE 5** Taux d'investissement et rentabilité dans le secteur marchand



Source: ICN, Bureau fédéral du Plan

Tous ces facteurs devraient mener à une assez forte croissance des investissements des entreprises en 1998. Avec une croissance réelle de 4,2%, les investissements des entreprises devraient s'élever, exprimés en pourcentage du PIB, à 11,3% en 1998. Ceci représenterait le taux d'investissement le plus élevé des cinq dernières années, mais toutefois encore inférieur de 1,5 points de pourcent au niveau moyen atteint pendant les années 1989-92.

*Investissements en logements*

Les statistiques de logements commencés semblent, en raison de modifications administratives, ne plus être suffisamment fiables pour refléter les évolutions les plus récentes des investissements en construction résidentielle. Comme alternative, l'enquête auprès des architectes concernant le volume des projets définitifs en chantier, peut être utilisée comme indicateur précurseur. Cet indicateur suggère que la reprise des investissements en logements, observée depuis le milieu de l'année 1996, devrait au moins se poursuivre jusqu'au milieu de l'année 1998.

Les investissements en logements sont dans une large mesure fonction de l'évolution du revenu disponible des ménages et des taux d'intérêt hypothécaires. Ces derniers se sont inscrits en repli en 1995 et 1996 et se trouvent depuis le début de l'année 1997 à des niveaux historiquement bas. Sur base d'observations durant les premières semaines de 1998, le niveau moyen de 1998 devrait être encore inférieur à celui de l'année passée.

La très faible évolution du revenu disponible des ménages durant ces dernières années constitue une entrave importante à une forte expansion de l'investissement résidentiel.

*Formation de stocks*

Sur base de l'appréciation du niveau des stocks (comme indicateur précurseur de futures variations de stocks) et dans le contexte d'une reprise conjoncturelle depuis la mi-1996, la formation de stocks devrait apporter une contribution positive à la croissance économique en 1997. Pour 1998, la situation reste plus incertaine. La formation de stocks ne devrait très probablement pas contribuer significativement à la croissance cette année.

*Dépenses publiques*

La consommation publique en 1997 et 1998 n'a contribué que de façon limitée à la croissance du PIB. La hausse de l'emploi dans le secteur public reste modeste. De plus, la plupart des nouveaux emplois sont à temps partiel et/ou à bas salaire (via les programmes de transition professionnels), de sorte que l'impact sur la consommation publique est faible.

Les investissements publics ont sensiblement augmenté en 1997 comme en 1998. Le taux de croissance élevé en 1997 est en partie imputable au fait que le revenu de la vente de bâtiments publics<sup>5</sup> était plus faible qu'en 1996. De plus, les investissements des Pouvoirs locaux, des Régions et Communautés et du Pouvoir fédéral ont sensiblement progressé. Les investissements brut totaux se sont accru de 25% sur deux ans. Pour les Pouvoirs locaux qui constituent une grande partie des investissements publics, cette progression est due au cycle des élections ainsi qu'à la mise à disposition de moyens supplémentaires provenant de la vente d'actions du Crédit Communal.

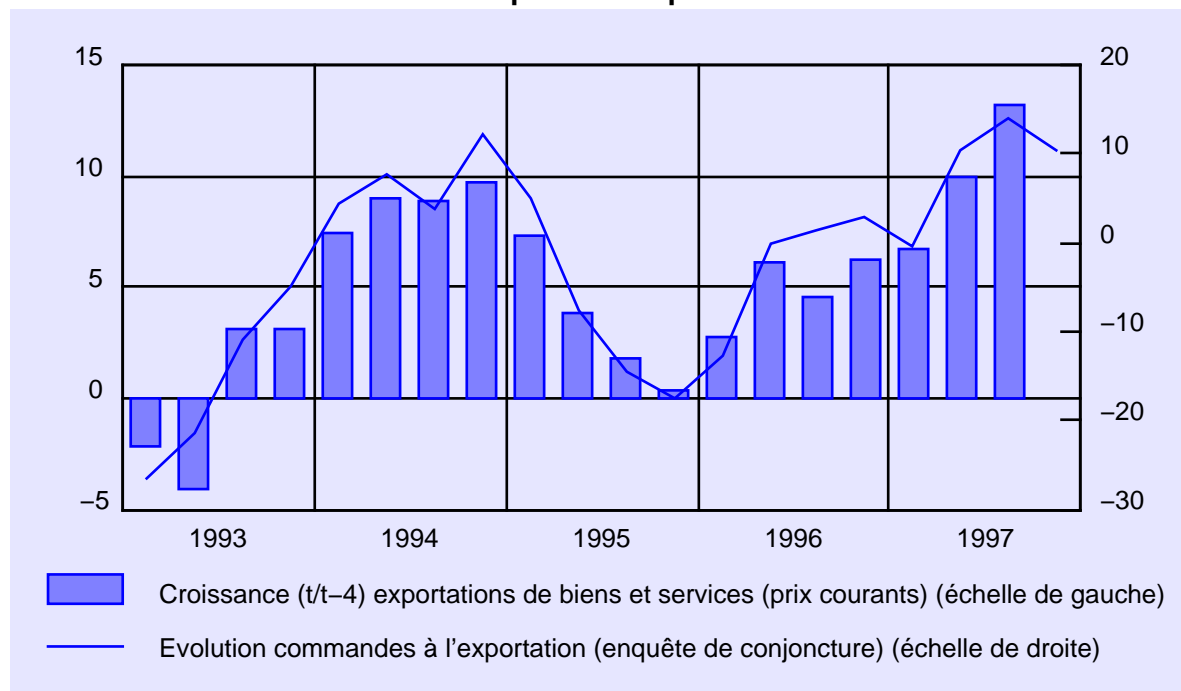
---

5. Dans les comptes nationaux, la vente de bâtiments est comptabilisée comme un désinvestissement (investissement négatif).

*Evolution des exportations et des importations belges*

Les exportations de biens et services, déjà dynamiques depuis le début de l'année 1996, ont connu, après une pause en début d'année 97, une nette accélération au cours du second trimestre 1997, tirée initialement par une demande extra-européenne soutenue puis progressivement par une demande européenne plus ferme. Les exportations ont également bénéficié d'une amélioration de leur compétitivité-prix suite à l'appréciation du taux de change du dollar et de la livre sterling par rapport aux monnaies de la zone mark (correspondant à une dépréciation du taux de change effectif du franc belge de 4,2% en moyenne sur 1997). Ainsi sur l'ensemble de l'année dernière les exportations en volume auraient cru de 6,2%, contre un taux de croissance de seulement 5,5% pour les importations, ce qui représente une contribution des exportations nettes à la croissance du PIB de 0,7%.

**FIGURE 6 Indicateurs pour les exportations**



Source: BNB, Bureau fédéral du Plan

En 1998, le taux de croissance des exportations devrait se ralentir quelque peu pour s'établir à 5,6% en raison non seulement d'une demande mondiale moins vigoureuse (suite au ralentissement de la dynamique des importations américaines, et à l'impact de la crise asiatique), mais également de la disparition des gains de compétitivité-prix liés aux mouvements de taux de change. En effet, l'appréciation des monnaies américaines et britanniques par rapport à leur niveau moyen de 1997 et la dépréciation de plusieurs monnaies asiatiques devraient se compenser de telle sorte que le taux de change effectif du franc belge serait pratiquement inchangé en 1998 par rapport au niveau moyen de 1997. Comme par ailleurs les importations belges devraient être tirées par une consommation privée plus dynamique, la contribution des exportations nettes à la croissance devrait être plus modeste en 1998, soit 0,4%.

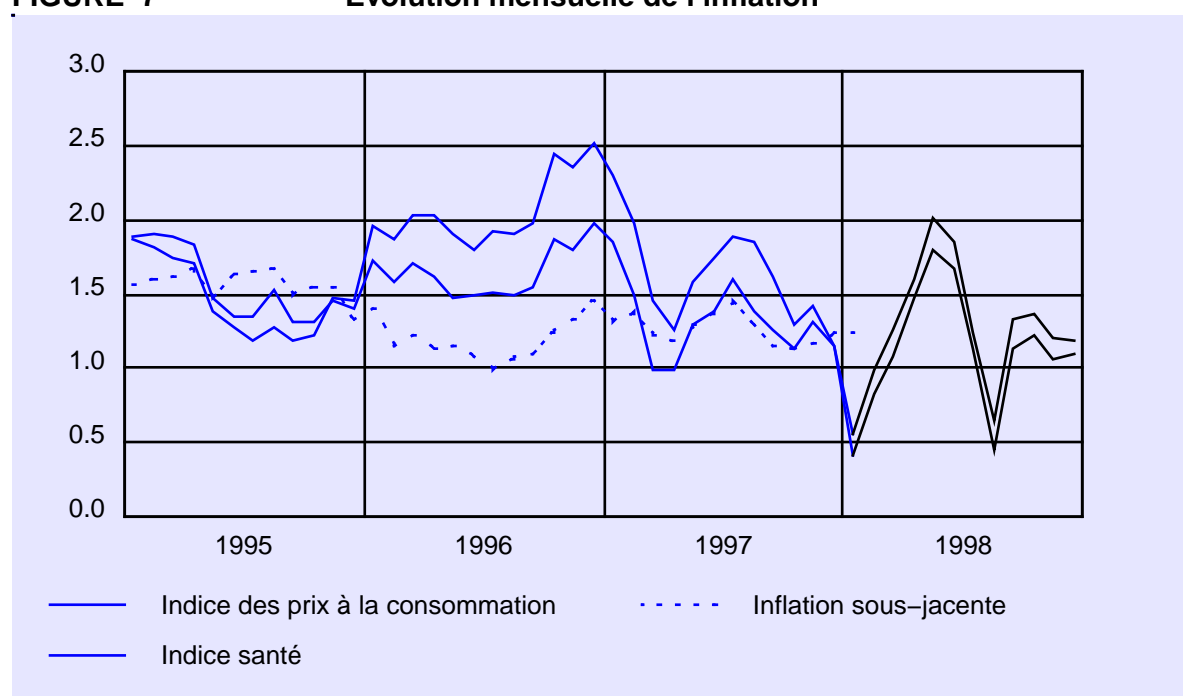
Malgré un effet-volume plus faible, le surplus de la balance des opérations courantes de l'UEBL devrait progresser de façon quasi identique à 1997 pour s'établir à 5,7% du PIB en 1998, grâce à une légère amélioration de 0,3% des termes de l'échange (contre une détérioration de 0,4% en 1997). Cette évolution positive des prix relatifs s'explique bien entendu par la baisse attendue des prix à l'importation en francs belges des produits en provenance d'Asie et par la baisse des prix de l'énergie.

## 2. Les évolutions financières: prix, coûts et taux d'intérêt

### Prix intérieurs

En 1997, l'inflation s'est établie sur base annuelle à 1,63% pour l'indice général des prix à la consommation et à 1,32% pour l'indice santé. Ce résultat traduit une diminution du rythme d'inflation de près d'un demi pourcent par rapport à l'année 1996 au cours de laquelle l'indice traditionnel et l'indice santé s'étaient accru respectivement de 2,06% et 1,65%. Un certain nombre de facteurs ont concouru à ce bas niveau d'inflation en 1997.

**FIGURE 7** Evolution mensuelle de l'inflation



Source: MAE, prévisions Bureau fédéral du Plan

Contrairement aux cinq années précédentes, la fiscalité indirecte (TVA, accises, taxe sur l'énergie et taxe de circulation), n'a quasiment pas eu d'impact sur les prix en 1997. Deux effets contraires ont d'ailleurs joué: la hausse des accises sur les carburants et l'alcool (durant le dernier trimestre 1996) et la diminution de la TVA sur les fleurs coupées (datant d'octobre 1996). Le résultat total n'a été que légèrement positif, ce qui signifie une rupture de tendance claire par rapport aux cinq années précédentes. Sur la période 1992-96, l'impact mécanique de la hausse de la fiscalité indirecte sur les prix à la consommation est estimé à 0,3 à 0,4% par an.



L'inflation sous-jacente<sup>6</sup> s'est établie autour d'un bas niveau durant toute l'année 1997 (entre 1,2 en 1,4%). Cette faible inflation sous-jacente s'explique en partie par la maîtrise des coûts salariaux unitaires. La hausse attendue de l'inflation sous-jacente, suite à la hausse des prix à l'importation de biens et services à l'exclusion de l'énergie (à son tour imputable à l'appréciation du dollar américain en 1997), ne s'est donc pas produite. Manifestement les circonstances concurrentielles et/ou conjoncturelles en 1997 n'ont pas permis de répercuter la hausse des prix des produits importés dans ceux de la demande finale. Probablement que les marges bénéficiaires des entreprises fournissant le marché intérieur en ont été quelque peu comprimées.

La hausse du dollar<sup>7</sup> a eu une influence visible sur les prix à la consommation intérieure en 1997 via entre autres les prix des combustibles (pour le transport et le chauffage). Malgré la baisse des prix mondiaux de l'énergie exprimés en dollar<sup>8</sup>, les prix des combustibles en francs belges (à l'exclusion des taxes indirectes) ont eu en 1997 un effet significatif sur l'inflation.

Dans le courant de l'année 1998, l'inflation sous-jacente devrait légèrement augmenter par rapport à son niveau de départ (de 1,25% en janvier à 1,45% à la fin de l'année). Les coûts de production unitaires restent sous contrôle et le risque d'inflation importée devrait s'estomper. Etant donné l'évolution conjoncturelle (à savoir une consommation privée plus dynamique) un rétablissement (partiel) des marges bénéficiaires semble possible. Sous l'hypothèse d'une politique inchangée, la fiscalité indirecte en 1998 ne devrait pas générer d'effet inflationniste. Concernant le prix du pétrole sur les marchés internationaux, on s'attend à une légère hausse en cours d'année (jusqu'à un peu plus de 17 USD par baril), toutefois, étant donné le niveau de départ très bas en 1998 (soit 15,7 USD par baril en janvier 1998), le prix moyen du pétrole en 1998 devrait se situer presque 15% en-dessous de son niveau de 1997. Les prix des carburants devraient donc, en l'absence d'une nouvelle appréciation du dollar, comprimer l'inflation moyenne en 1998.

- 
6. L'inflation sous-jacente exclut l'impact des modifications de TVA, d'accises et des autres taxes indirectes, ainsi que les prix des produits énergétiques, du tabac, des alcools, des légumes et fruits frais.
  7. Le dollar américain s'est apprécié en 1997 de plus de 13% par rapport au franc belge.
  8. Le prix du Brent était en moyenne en 1997 à 19,3 USD par baril contre 20,6 USD en 1996 (diminution de 6%).

Tous ces facteurs réunis devraient avoir pour conséquence le prolongement du ralentissement de l'inflation en 1998. Ce ralentissement se manifeste dans l'inflation mesurée à l'aide de l'indice traditionnel des prix à la consommation, devrait ralentir de 1,6% en 1997 à 1,2% en 1998. L'inflation mesurée sur base de l'indice santé devrait, comme en 1997, s'établir à 1,3%. L'impact à la baisse du prix des carburants explique pourquoi le taux de croissance de l'indice santé serait plus élevé que celui de l'indice traditionnel en 1998.

L'introduction de 1996 comme nouvelle année de base (avec le nouveau panier de biens et services et de poids correspondants), à partir de janvier de cette année, ne devrait pas avoir d'influence significative sur le taux d'inflation moyen en 1998. Le profil mensuel de l'inflation<sup>9</sup> sera néanmoins influencé par la nouvelle base de calcul<sup>10</sup>.

### *Indexation dans la fonction publique*

L'indice pivot pour la fonction publique a été dépassé comme prévu en août 1997. Les salaires dans le secteur public ainsi que les allocations sociales ont par conséquent été adaptés au coût de la vie, soit une augmentation de 2%, en octobre 1997 (deux mois après le dépassement de l'indice pivot).

Etant donné la faible inflation prévue, l'indice pivot<sup>11</sup> du secteur public ne devrait pas être atteint en 1998. La prochaine indexation dans le secteur public ne devrait vraisemblablement avoir lieu qu'au cours du printemps 1999.

---

9. L'inflation exprimée par rapport à la période correspondante de l'année précédente.

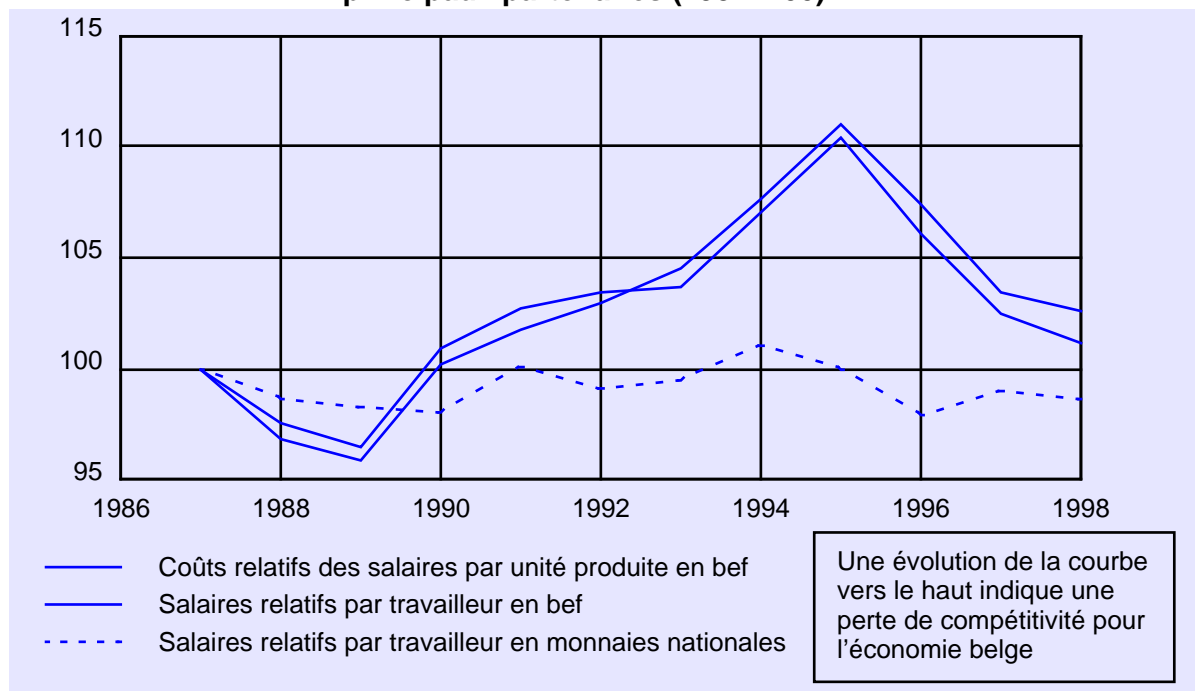
10. Il s'agit d'un effet purement mécanique qui se manifeste dans les statistiques durant les douze premiers mois après l'introduction d'une nouvelle année de base. En particulier, la nouvelle base de calcul aura en 1998 un léger effet à la baisse sur les taux d'inflation mensuels durant le premier, troisième et quatrième trimestre, tandis qu'au cours du second trimestre un effet à la hausse non-négligeable se manifestera.

11. Celui-ci a été fixé, en termes de la nouvelle année de base 1996, à 103.14.

*Evolution des salaires* Durant la période 1997–98, les augmentations salariales devraient se situer en-deçà de la marge maximale fixée par le Gouvernement. Dans les projections les plus récentes des institutions internationales, les taux de croissance des salaires prévus étaient plus faibles en raison de taux d'inflation plus bas en Belgique comme dans les trois pays voisins. Lorsque ces projections sont prises en compte, il semblerait que les salaires belges progresseraient à un rythme comparable à celui des trois pays voisins.

Comparé aux sept principaux partenaires commerciaux, la compétitivité salariale belge devrait s'améliorer sensiblement au cours des années 1995–98 (soit 8,4% cumulativement). Ce résultat est en grande partie imputable à la dépréciation du franc belge. Des taux de croissance de la productivité du travail légèrement plus élevés dans les sept pays ont pour conséquence que les gains de compétitivité, exprimés en termes de coût salarial unitaire, sont un peu plus faibles (soit 7,6% cumulativement).

**FIGURE 8** Coûts salariaux (entreprises et Etat) par rapport aux sept principaux partenaires (1987=100)



Source: Commission Européenne, Bureau fédéral du Plan

En supposant que les taux de change bilatéraux restent inchangés jusqu'à la fin de l'année, la dépréciation passée des monnaies asiatiques devrait avoir un effet d'environ 0,9% sur le taux de change effectif du franc belge en 1998. La détérioration de la position concurrentielle vis-à-vis des pays asiatiques qui en découle, devrait en partie annuler l'amélioration de la compétitivité vis-à-vis des sept partenaires commerciaux (1,3% en 1998 en terme de coûts relatifs par tête).

*Evolution des taux d'intérêt étrangers et belges*

La baisse quasi-continue des taux d'intérêt à court terme allemand depuis le milieu de l'année 1993, a été interrompue le 9 octobre 1997 par la décision de la Bundesbank de relever de 30 points de base ses taux directeurs. Depuis lors, l'inflation allemande est restée inférieure à 2% et la politique monétaire s'est stabilisée. Les taux à court terme se sont quelque peu détendus au début de l'année 1998, pour s'établir aux alentours des 3,6%. L'absence de risques d'accélération de l'inflation, renforcée par les effets déflationnistes de la crise asiatique, permet de penser que ce niveau devrait être maintenu en cours d'année, étayant la perspective d'une convergence des taux européens vers ceux des pays du noyau dur du SME. En ce qui concerne les taux d'intérêt allemands à long terme, les baisses enregistrées à la fin de l'année 1997 et au début 1998 suite au reflux de capitaux des pays émergents, ne devraient pas se poursuivre et les taux devraient donc se stabiliser aux environs des 5,1%.

Après avoir culminé à plus de 40 points de base pendant l'été 1997, l'écart entre les taux à court terme belges et allemands a virtuellement disparu depuis la fin de l'année dernière. A l'approche de la décision finale sur la liste des participants à l'UEM, dont la Belgique devrait selon toute vraisemblance faire partie, cette égalisation des taux devrait perdurer tout au long de l'année 1998. Au niveau des taux d'intérêt à long terme, l'écart d'environ 10 points de base qui est observé depuis plusieurs mois devrait se maintenir au cours de l'année 1998. Ainsi, les taux à court terme belges devraient s'établir à 3,6% et les taux à long terme à 5,2% en 1998.

### 3. Le marché du travail

---

Le profil trimestriel de la croissance économique en 1997 a dû probablement exercer une influence sur l'évolution de l'emploi des entreprises. Alors que les créations d'emploi sont restées modestes en début d'année, celles-ci devraient avoir été plus importantes pendant le second semestre.

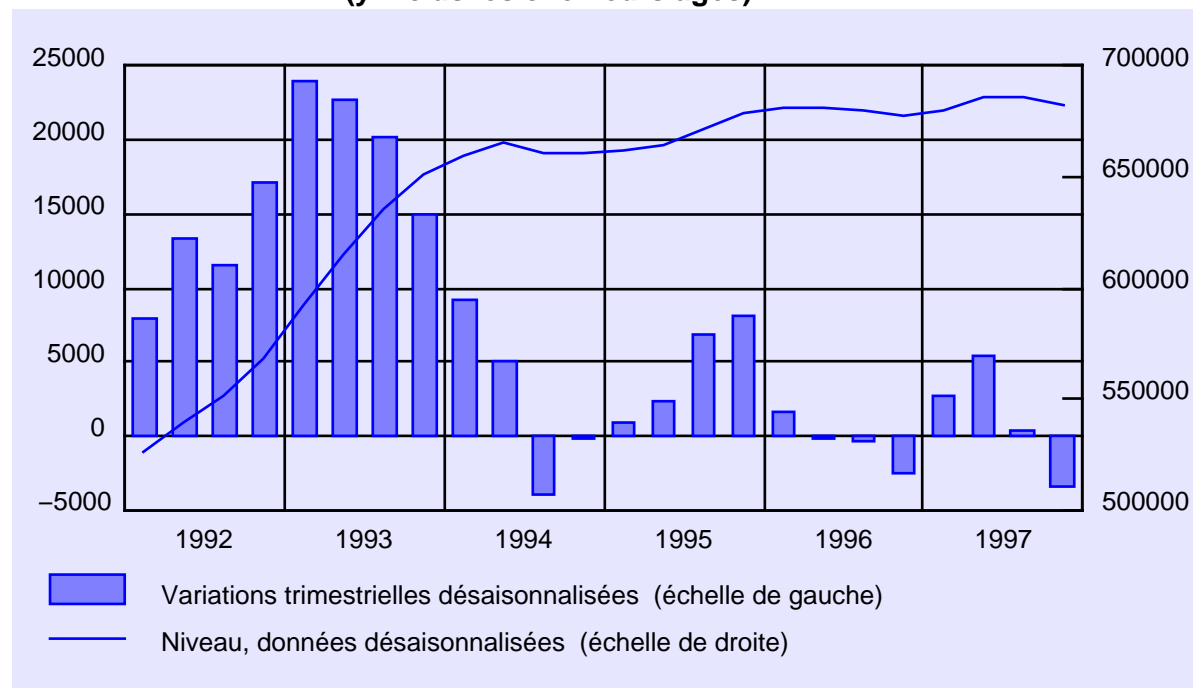
L'emploi intérieur total, exprimé en moyenne annuelle, aurait augmenté en 1997 de 0,6%. Le nombre de salariés dans les entreprises aurait progressé de 0,8% et le temps partiel aurait continué à se développer. Exprimée en équivalent temps plein ou en nombre d'heures, la croissance du volume de travail dans les entreprises aurait donc été plus modeste: respectivement +0,6% et +0,7% pour les salariés.

Vu l'accroissement de la population active suite à l'augmentation des taux d'activité, l'effet des créations d'emploi sur le chômage est resté relativement limité en 1997.

La croissance relativement élevée de la productivité en 1997 est en partie explicable par le cycle économique. En effet, dans une première phase, les employeurs sont réticents à accroître l'emploi en réponse à une augmentation de la production. Par ailleurs, la croissance économique en 1997 a surtout été tirée par les exportations et se situait principalement dans des secteurs d'activité dans lesquels les gains de productivité sont traditionnellement plus élevés. La hausse de la productivité du travail en 1997 a été estimée à 2,5% par tête et à 2,6% par heure.

On attend pour 1998 une très nette accélération des créations d'emplois et de la progression des revenus. La création d'emplois joue ici un rôle charnière, dans la mesure où elle devrait permettre à la consommation privée, en relayant l'exportation nette, de maintenir une croissance économique élevée, tout en augmentant son contenu emploi. Jusque maintenant il y a des signes encourageants qui laissent penser que la croissance économique est de moins en moins portée par les exportations et de plus en plus par les composantes de la demande intérieure.

**FIGURE 9** Evolution du nombre de demandeurs d'emploi (y inclus les chômeurs âgés)



Source: ONEM, Bureau fédéral du Plan

L'emploi intérieur exprimé en nombre de personnes devrait augmenter, entre le milieu 1997 et le milieu 1998, d'environ 33.000 unités (soit 0,9%). D'après les premières estimations, environ un tiers (10.000 emplois) de cet accroissement proviendrait de la politique de l'emploi d'activation basée des allocations de chômage. En effet, via ces programmes, environ 4.500 emplois seraient créés au sein des Pouvoirs locaux (via les programmes de transition professionnels) et 5.500 emplois dans les entreprises (via le récent programme de réinsertion et la hausse du nombre de personnes travaillant au sein des Agences Locales pour l'Emploi – pour autant qu'un nombre suffisant d'heures soient prestées –).

La croissance de la productivité du travail dans les entreprises devrait être plus faible en 1998 qu'en 1997: 1,6% par personne et 1,9% par équivalent temps plein ou par heure.



## **Annexe**

---

Tableau A.	Environnement international
Tableau B.1.	Demande agrégée à prix courants (mld BEF)
Tableau B.2.	Demande agrégée à prix constants (taux de croissance)
Tableau B.3.	Déflateurs de la demande agrégée (taux de croissance)
Tableau B.4.	Evolution de la masse salariale des entreprises et ses déterminants (moyennes annuelles)
Tableau B.5.	Indicateurs macroéconomiques
Tableau B.6.	Situation sur le marché de l'emploi au 30 juin (en milliers)
Tableau B.6.bis	Situation sur le marché de l'emploi au 30 juin – détail (en milliers)
Tableau B.7.	Revenu disponible des ménages (mld BEF)
Tableau B.8.	Revenu disponible réel des ménages (taux de croissance)
Tableau B.9.	Compte des entreprises (mld BEF)
Tableau B.10.	Opérations avec le reste du Monde
Tableau C.	Comparaison des chiffres clés pour l'économie belge selon les différentes sources
Tableau D.	Indicateurs de court terme de l'économie belge

---

**Tableau A. Environnement international (1)**

	95	96	97	98
<b>Marchés extérieurs pertinents pour la Belgique</b>	7.6	4.2	7.0	6.6
<b>Demandes finales des partenaires en volume</b>	3.1	2.3	3.5	3.7
<b>Taux de change nominal effectif du BEF (2)</b>	4.7	-2.0	-4.2	0.1
<b>Prix mondiaux</b>				
Biens hors énergie (en BEF) (3)	-1.5	1.5	4.9	1.9
Energie (Brent: USD par baril)	17.1	20.6	19.3	16.5
<b>Evolution du coût salarial dans l'ensemble de l'économie (en BEF) (4)</b>				
<i>7 partenaires commerciaux (5)</i>				
Taux de salaire	-0.3	4.9	6.9	3.8
Coûts salariaux par unité produite	-1.8	3.2	4.6	1.6
<i>3 partenaires commerciaux (6)</i>				
Taux de salaire	2.1	3.3	3.0	2.9
Coûts salariaux par unité produite	0.6	1.4	0.5	0.6
<b>Taux d'intérêt allemands (niveau)</b>				
Court terme	4.4	3.2	3.3	3.6
Long terme (10 ans)	6.8	6.2	5.7	5.1

(1) Taux de croissance, sauf indications contraires

(2) Un chiffre positif (négatif) indique une appréciation (dépréciation) du BEF.

(3) Taux de croissance pondéré des prix des biens (hors énergie) importés par nos partenaires commerciaux

(4) Voir tableau B.4 pour l'application de la norme salariale à partir de 1997

(5) Allemagne, France, Pays-Bas, Royaume Unie, Italie, Etats Unis, Japon

(6) Allemagne, France, Pays-Bas

19/02/98



**Tableau B.1. Demande agrégée à prix courants (mld BEF)**

	95	96	97	98
Consommation privée (1)	5057.4	5241.3	5409.4	5581.1
Consommation publique, dont	1181.1	1207.9	1252.1	1286.3
a. Achats de biens et services	171.9	179.2	187.2	195.0
b. Salaires, traitements et pensions	984.0	1003.4	1039.0	1065.2
Formation brute de capital fixe	1416.6	1437.9	1523.9	1595.6
a. Investissements des entreprises	877.0	924.6	966.2	1016.8
b. Investissements publics	113.9	98.3	124.8	133.0
c. Investissements en logements	425.7	415.0	432.9	445.7
Variations de stocks (1)	30.9	24.4	28.7	30.7
Emplois finals nationaux	7686.0	7911.6	8214.0	8493.7
Exportations	5418.2	5688.2	6287.9	6740.7
Importations	5048.6	5294.8	5840.4	6231.2
<b>Produit Intérieur Brut</b>	8055.6	8305.0	8661.5	9003.2
<b>Produit National Brut</b>	8161.1	8428.2	8797.1	9143.9

(1) Données après ajustements statistiques  
19/02/98

**Tableau B.2. Demande agrégée à prix constants (taux de croissance)**

	95	96	97	98
Consommation privée (1)	1.1	1.3	1.6	2.0
Consommation publique, dont	0.9	1.8	1.2	1.3
a. Achats de biens et services	-0.7	2.0	3.1	3.2
b. Salaires, traitements et pensions	1.3	1.8	0.9	1.0
Formation brute de capital fixe	3.2	0.6	4.5	3.6
a. Investissements des entreprises	5.1	4.7	3.3	4.2
b. Investissements publics	-8.5	-14.2	24.7	5.4
c. Investissements en logements	2.8	-4.0	2.5	1.5
Variation de stocks (1)(2)	0.0	-0.1	0.1	0.0
Emplois finals nationaux	1.4	1.1	2.1	2.2
Exportations (3)	6.8	3.2	6.2	5.6
Importations (3)	6.1	2.8	5.5	5.4
Exportations nettes (2)	0.7	0.4	0.7	0.4
<b>Produit Intérieur Brut</b>	2.1	1.5	2.7	2.5
<b>Produit National Brut</b>	2.4	1.6	2.8	2.5

(1) Données après ajustements statistiques

(2) Contribution à la croissance du PIB

(3) Le pourcentage de variation en 1995 doit être interprété avec prudence, en raison de ruptures dans les flux bruts entre 1994 et 1995

19/02/98

---

**Tableau B.3. Déflateurs de la demande agrégée (taux de croissance)**

	95	96	97	98
Consommation privée (1)	1.7	2.3	1.6	1.2
Consommation publique, dont	3.0	0.5	2.4	1.4
a. Achats de biens et services	2.4	2.2	1.4	0.9
b. Salaires, traitements et pensions	3.1	0.2	2.7	1.5
Formation brute de capital fixe	1.7	0.9	1.4	1.1
a. Investissements des entreprises	1.5	0.7	1.2	1.0
b. Investissements publics	2.1	0.6	1.8	1.1
c. Investissements en logements	2.2	1.6	1.8	1.4
Emplois finals nationaux	2.0	1.8	1.7	1.1
Exportations	0.6	1.7	4.1	1.5
Importations	1.0	2.0	4.5	1.2
Termes de l'échange	-0.4	-0.3	-0.4	0.3
<b>Produit Intérieur Brut</b>	1.7	1.6	1.5	1.4
<b>Produit National Brut</b>	1.7	1.6	1.5	1.4

(1) Données après ajustements statistiques  
19/02/98

---

**Tableau B.4. Evolution de la masse salariale des entreprises (1) et ses déterminants  
(moyennes annuelles)**

	95	96	97	98
<i>Evaluation de la marge disponible prévue par la Loi</i>				
a. Maximum du coût salarial				
par heure effective, prévue par le gouvernement (2)	--	--	3.0	3.1
par équivalent temps plein (OCDE, déc. 97) (3)	--	--	2.6	2.7
b. Minimum				
Indexation	--	--	1.5	1.3
Augmentations barémiques	--	--	0.5	0.5
Coût salarial par personne	--	--	2.0	1.8
Coût salarial par équivalent temps plein	--	--	2.2	2.1
Coût salarial par heure effective	--	--	2.1	2.1
<i>Evolution estimée et prévue</i>				
Coût salarial par heure effective	2.3	1.2	2.8	2.8
Coût salarial par personne	2.5	0.6	2.7	2.5
Salaire brut par heure effective	2.0	1.1	2.7	3.0
Salaire brut par personne	2.3	0.5	2.6	2.7
Indexation	1.5	1.5	1.5	1.3
Salaire brut par heure effective hors indexation	0.5	-0.5	1.2	1.7
Salaire brut par personne hors indexation	0.8	-1.0	1.1	1.4
Emploi (nombre d'heures)	0.9	-0.1	0.7	0.8
Emploi (nombre de personnes)	0.7	0.5	0.8	1.1
<b>Masse salariale y compris cotisations patronales (3)</b>	3.2	1.1	3.5	3.6
<b>Masse salariale hors cotisations patronales</b>	3.0	1.0	3.4	3.8
<i>Autres indicateurs</i>				
Inflation : indice traditionnel	1.5	2.1	1.6	1.2
Inflation : indice santé	1.6	1.7	1.3	1.3
Indexation rémunérations secteur public	1.7	1.3	1.2	1.5
Indexation des prestations sociales	1.8	1.3	1.2	1.5
<i>Taux implicites de cotisations (en % de la masse salariale brute)</i>				
Cotisations patronales (sensu lato) (4)	39.7	39.8	40.0	39.7
Cotisations patronales (sensu stricto) (5)	30.8	30.5	30.7	30.2
Cotisations des salariés (6)	13.1	13.1	13.1	13.1

(1) A l'exclusion des domestiques

(2) La marge d'augmentation salariale de 6.1% déterminée par le Gouvernement se répartit comme suit : 3.0% en 1997 et 3.1% en 1998.

(3) Suivant la définition de la Loi de 1996 (source: OCDE, déc. 1997)

(4) Y compris les cotisations patronales fictives et extra-légales

(5) Cotisations patronales reçues par la Sécurité sociale

(6) A l'exclusion des cotisations personnelles libres

19/02/98

**Tableau B.5. Indicateurs macroéconomiques**

	95	96	97	98
<b>Taux d'intérêt du marché</b>				
Certificats de trésorerie (3 mois)	4.8	3.2	3.4	3.6
Emprunts du secteur public (10 ans)	7.5	6.5	5.8	5.2
<b>Secteur des entreprises (taux de croissance) (1)(2)</b>				
Valeur ajoutée à prix constants	2.7	1.3	3.3	2.8
Emploi (nombre d'heures)	1.0	0.0	0.7	0.8
Productivité horaire	1.7	1.3	2.6	1.9
<b>Economie globale (entreprises + Etat) (1)</b>				
Coût du travail par travailleur	3.0	0.9	2.9	2.5
Coût du travail par unité produite	1.4	-0.1	0.8	0.8
<i>Coûts relatifs du travail par rapport aux 7 pays (3)</i>				
par travailleur	3.3	-3.9	-3.7	-1.2
par unité produite	3.3	-3.2	-3.7	-0.8
<i>Coûts relatifs du travail par rapport aux 3 pays (3)</i>				
par travailleur	0.9	-2.3	-0.1	-0.4
par unité produite	0.8	-1.5	0.2	0.2
<b>Prix de vente unitaire dans le secteur marchand (1) (4)</b>	1.1	1.9	2.6	1.1
<i>Contribution à la variation du prix de vente unitaire:</i>				
(a) Coût des importations	0.4	0.9	2.0	0.5
(b) Coûts d'origine intérieure = (b1)+(b2)	0.4	0.0	1.5	0.1
(b1) Coûts salariaux	0.4	0.0	1.6	0.1
(b2) Coût du capital	0.0	0.0	-0.1	-0.1
(c) Taux de profit	0.6	0.5	-1.3	0.5
(d) Impôts indirects nets de subsides	-0.2	0.6	0.4	0.0
(e) Effet structurel (5)	-0.2	-0.1	-0.1	-0.1
<i>Pro memori:</i>				
Taux d'utilisation des capacités	80.3	79.8	82.1	82.7
Variation du taux d'utilisation des capacités	1.8	-0.5	2.2	0.6
Ecart de production	-1.5	-1.6	-0.4	0.4

(1) Moyennes annuelles, données hors ajustements statistiques

(2) Y compris les domestiques

(3) Un chiffre positif (néгатif) indique une augmentation (une baisse) plus forte en Belgique

(4) Déflateur de la demande finale (secteur marchand)

(5) Effet dû aux variations du rapport entre les importations et la demande finale

19/02/98

**Tableau B.6. Situation sur le marché de l'emploi au 30 juin (en milliers)**

	95	96	97	98
<b>I. Population totale (II+III)</b>	10136.8	10156.6	10180.9	10201.2
I.bis Population d'âge actif	6703.8	6703.2	6704.8	6704.7
<b>II. Population inactive (concept MFET)</b>	5835.9	5850.4	5866.8	5878.4
<i>dont: avec allocation ONEM</i>	242.6	261.7	278.8	292.7
<b>III. Population active (concept MFET) (IV+V+VI)</b>	4300.9	4306.2	4314.1	4322.8
<b>IV. Emploi intérieur</b>	3695.4	3710.2	3722.4	3755.5
<i>dont: effectifs enregistrés par l'ONEM</i>	196.5	187.4	176.7	197.4
a. Salariés (1)	2368.0	2378.2	2391.0	2417.3
b. Indépendants	699.1	703.7	703.7	707.7
c. Emploi public (2)	628.2	628.3	627.7	630.4
<b>V. Travailleurs frontaliers (solde)</b>	50.3	51.1	51.1	51.1
<b>VI. Chômage (concept MFET)</b>	555.3	544.9	540.6	516.1
(a) Chômeurs complets indemnisés	490.3	465.0	456.7	433.7
(b) Autres chômeurs inscrits obligatoirement	48.4	58.8	62.2	60.6
(c) Demandeurs libres inoccupés	16.6	21.0	21.6	21.9
Taux de chômage (VI)/(III)	12.9	12.7	12.5	11.9
Taux d'activité (III)/(I.bis)	64.2	64.2	64.3	64.5
Taux d'emploi (IV+V/I.bis)	55.9	56.1	56.3	56.8
Pro memori				
(d) Chômeurs âgés non demandeurs d'emploi	73.8	95.1	113.8	125.2
<b>II.bis Population inactive à l'excl. de (d)</b>	5762.1	5755.3	5753.0	5753.2
<b>III.bis Population active y inclus (d)</b>	4374.7	4401.3	4427.9	4448.0
<b>VI.bis Chômage y inclus (d)</b>	629.0	640.0	654.3	641.3
Taux de chômage (VI.bis/III.bis)	14.4	14.5	14.8	14.4
Taux de chômage (définition standardisée Eurostat)	9.9	9.8	9.5	9.1
(3)				
Taux d'activité (III.bis/I.bis)	65.3	65.7	66.0	66.3

(1) Y compris ALE, PRI, PEP (cf. tableau B.6.bis)

(2) Y compris PTP (cf. tableau B.6.bis)

(3) En moyenne annuelle

19/02/98

**Tableau B.6.bis Situation sur le marché de l'emploi au 30 juin – détail (en milliers)**

	95	96	97	98
<b>I. Population totale (II+III)</b>	10136.8	10156.6	10180.9	10201.2
I.bis Population d'âge actif	6703.8	6703.2	6704.8	6704.7
<b>II. Population inactive (concept MFET)</b>	5835.9	5850.4	5866.8	5878.4
<i>a. avec allocation ONEM</i>	242.6	261.7	278.8	292.7
– chômeurs âgés non demandeurs d'emploi	73.8	95.1	113.8	125.2
– dispenses pour raisons sociales et familiales (1)	6.6	5.5	7.5	8.4
– dispenses pour reprise d'études (1)	7.1	7.1	8.4	8.7
– interruptions complètes de carrière	21.0	20.4	20.3	21.7
– prépensions conventionnelles à temps plein (1)	134.1	133.5	128.8	128.7
<i>b. autres</i>	5593.3	5588.7	5588.0	5585.7
<b>III. Population active (concept MFET) (IV+V+VI)</b>	4300.9	4306.2	4314.1	4322.8
<b>IV. Emploi intérieur</b>	3695.4	3710.2	3722.4	3755.5
<b>dont: effectifs enregistrés par l'ONEM (2)</b>	196.5	187.4	176.7	197.4
<i>a. occupés à temps partiel et indemnisés</i>	88.2	56.0	67.8	78.4
– temps partiel avec AGR (3) + invol. avec allocations (1)	57.9	24.3	31.7	33.4
– interruptions partielles de carrière	30.3	31.5	35.9	44.3
– prépensions à temps partiel	0.1	0.2	0.3	0.7
<i>b. occupés à temps partiel et non indemnisés</i>	68.8	78.2	46.8	46.8
– temps partiel sans AGR (3)	66.2	74.8	43.5	43.5
– jeunes à temps partiel pendant stage	2.6	3.3	3.3	3.3
<i>c. autres, dont:</i>	39.5	53.3	62.0	72.2
– chômeurs complets en atelier protégé (1)	0.9	1.0	0.9	0.8
– chômeurs complets en formation professionnelle (1)	12.8	11.5	10.9	11.3
– activation (ALE, PRI, PTP, PEP) (1)(4)	0.0	3.2	7.9	17.8
<b>V. Travailleurs frontaliers (solde)</b>	50.3	51.1	51.1	51.1
<b>VI. Chômage (concept MFET)</b>	555.3	544.9	540.6	516.1
<i>a. chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi</i>	490.3	465.0	456.7	433.7
<i>b. autres inscrits obligatoirement</i>	48.4	58.8	62.2	60.6
b1. jeunes en stage d'attente	19.4	22.9	22.7	21.8
b2. autres, dont:	29.0	36.0	39.5	38.8
– temps partiels volontaires indemnisés (1)	23.0	25.3	27.9	28.4
– bénéficiaires d'allocations de transition (1)	0.3	0.4	0.4	0.4
<i>c. demandeurs d'emploi libres inoccupés</i>	16.6	21.0	21.6	21.9

(1) Source: Définitions Infostat

(2) Non compris le chômage temporaire

(3) AGR : allocation de garantie de revenu

(4) Emploi via une Agence Locale pour l'Emploi (ALE) – pour autant qu'un nombre suffisant d'heures soit presté –, via le Programme de Réinsertion (PRI), les Programmes de Transition Professionnelle (PTP) ou sur base d'un contrat de Première Expérience Professionnelle (PEP)

19/02/98

**Tableau B.7. Revenu disponible des ménages (mld BEF) (1)**

	95	96	97	98
<b>Revenu primaire brut</b>	6860.9	6948.5	7158.0	7394.2
<i>a. Salaires</i>	4293.3	4349.6	4501.6	4653.1
Entreprises	3204.2	3237.2	3350.8	3471.2
Etat	984.0	1003.4	1039.0	1065.2
Travailleurs frontaliers	105.1	109.0	111.8	116.7
<i>b. Excédent brut d'exploitation</i>	1628.3	1666.9	1723.0	1806.5
Revenus des indépendants	786.4	817.2	843.9	878.0
Loyers nets (perçus ou imputés)	444.3	462.0	486.7	516.4
Autres	397.5	387.7	392.4	412.1
<i>c. Revenu de la propriété (net)</i>	939.2	932.0	933.4	934.6
Intérêts reçus	535.1	512.9	478.4	471.5
Intérêts payés (-)	211.8	201.6	198.6	212.7
Dividendes	556.9	556.2	587.1	605.8
Autres	59.0	64.5	66.5	70.0
<b>Cotisations de Sécurité sociale et impôts</b>	2828.5	2881.5	3009.1	3105.3
<i>a. Cotisations sociales des employeurs</i>	1127.5	1148.4	1192.7	1229.1
<i>b. Cotisations sociales des salariés</i>	378.8	383.7	397.0	410.7
<i>c. Cotisations sociales des non-salariés</i>	120.6	124.1	130.0	131.5
<i>d. Impôts sur le revenu</i>	1201.6	1225.3	1289.4	1334.0
<b>Transferts aux ménages (nets)</b>	2090.5	2170.6	2243.8	2313.0
<i>dont: prestations sociales</i>	2095.1	2175.5	2245.9	2312.5
<b>(a) Revenu brut disponible</b>	6122.9	6237.6	6392.6	6601.9
<i>(b) Consommation privée</i>	5057.4	5241.3	5409.4	5581.1
<i>(c) Variations des réserves mathématiques de retraite</i>	18.8	21.3	19.0	19.9
<b>(d) Epargne brute</b>	1084.3	1017.6	1002.3	1040.7
<i>Pro memori:</i>				
Taux d'épargne (d)/(a+c) variation	17.7 -0.8	16.3 -1.4	15.6 -0.6	15.7 0.1

(1) Données après ajustements statistiques  
19/02/98



**Tableau B.8. Revenu disponible réel des ménages (taux de croissance) (1)**

	95	96	97	98
<b>Revenu primaire brut</b>	0.4	-1.0	1.4	2.1
<i>a. Salaires</i>	1.7	-1.0	1.8	2.2
Entreprises	1.4	-1.2	1.8	2.4
Etat	2.7	-0.3	1.9	1.4
Travailleurs frontaliers	1.5	1.4	0.9	3.1
<i>b. Excédent brut d'exploitation, dont:</i>	0.1	0.1	1.7	3.7
Revenus des indépendants	-1.2	1.6	1.6	2.9
Loyers nets (perçus ou imputés)	2.8	1.7	3.7	4.9
<i>c. Revenu de la propriété (net), dont:</i>	-4.2	-3.0	-1.5	-1.0
Intérêts reçus	-7.2	-6.3	-8.2	-2.6
Intérêts payés (-)	-2.9	-6.9	-3.1	5.9
Dividendes	-1.6	-2.4	3.9	2.0
<b>Cotisations de Sécurité sociale et impôts</b>	2.5	-0.4	2.8	2.0
<i>a. Cotisations sociales des employeurs</i>	2.6	-0.4	2.2	1.9
<i>b. Cotisations sociales des salariés</i>	1.3	-1.0	1.8	2.3
<i>c. Cotisations sociales des non-salariés</i>	0.4	0.6	3.1	0.0
<i>d. Impôts sur le revenu</i>	2.9	-0.3	3.5	2.3
<b>Transferts aux ménages (nets)</b>	2.0	1.5	1.7	1.9
<i>dont: prestations sociales</i>	2.6	1.5	1.6	1.8
<b>Revenu brut disponible</b>	0.1	-0.4	0.8	2.1

(1) Données après ajustements statistiques, déflatées par le prix de la consommation privée  
19/02/98

**Tableau B.9. Compte des entreprises (mld BEF)**

	95	96	97	98
<b>1. Valeur ajoutée brute des entreprises au coût des facteurs</b>	4624.3	4736.8	4923.2	5124.3
2. Rémunération des salariés (-)	3204.2	3237.2	3350.8	3471.2
3. Autres charges d'exploitation et charges exceptionnelles nettes (-)	3.9	4.1	4.1	4.1
<b>4. Excédent brut d'exploitation (1-2-3)</b>	1416.2	1495.4	1568.3	1648.9
5. Revenus de la propriété (+) (*)	-284.7	-287.5	-289.5	-302.5
<b>6. Revenu primaire brut (= 4+5)</b>	1131.5	1207.9	1278.8	1346.4
7. Transferts courants (+) (= 7.1+7.2+7.3+7.4) (*)	-224.5	-236.1	-278.4	-284.2
7.1. Cotisations sociales reçues	200.6	211.3	218.6	227.0
7.2. Impôts sur le revenu et le patrimoine	-251.6	-265.9	-306.3	-313.3
7.3. Prestations sociales	-181.7	-190.0	-199.5	-207.1
7.4. Autres transferts courants	8.3	8.5	8.9	9.2
<b>8. Revenu disponible brut (= 6+7)</b>	907.0	971.8	1000.4	1062.2
9. Variation des réserves mathématiques de retraite (-)	18.8	21.3	19.0	19.9
<b>10. Epargne brute (= 8-9)</b>	888.2	950.5	981.3	1042.4
11. Transferts en capital (+) (*)	-13.1	32.2	39.9	29.6
12. Formation brute de capital (-)	824.7	861.9	903.8	951.7
<b>13. Capacité (+) ou besoin (-) net de financement (= 10+11-12)</b>	50.4	120.8	117.4	120.3

(\*) Il s'agit de montants nets, c'est-à-dire de la différence entre ce qui est reçu d'autres secteurs et ce qui est versés à d'autres secteurs

19/02/98

**Tableau B.10. Opérations avec le reste du Monde**

	95	96	97	98
<b>1. Solde biens et services</b>	369.6	393.4	447.5	509.5
Solde opérations sur biens	131.9	156.7	160.1	195.3
Solde opérations sur services	319.8	324.7	375.1	408.5
Solde opérations sur tourisme	-82.1	-88.0	-87.6	-94.3
<b>2. Solde revenus</b>	105.5	123.2	135.6	140.7
Solde revenus du travail	105.1	109.0	111.8	116.7
Solde revenus du capital	0.4	14.2	23.8	24.1
<b>3. Solde transferts</b>	-109.6	-139.4	-151.6	-162.2
Solde transferts publics	-73.0	-104.2	-116.8	-127.7
dont opérations avec l'UE	-61.6	-85.1	-96.6	-102.7
Solde transferts privés	-36.6	-35.2	-34.8	-34.5
<b>4. Solde des opérations courantes (1+2+3)</b>	365.5	377.2	431.5	488.1
<b>5. Solde des opérations en capital</b>	-12.2	0.3	15.8	0.3
<b>6. Capacité nette de financement de la nation (4+5)</b>	353.2	377.5	447.3	488.3
<b>en % du PIB</b>	4.4	4.5	5.2	5.4
19/02/98				

**Tableau C. Comparaison des chiffres clés pour l'économie belge selon les différentes sources**  
Variations en % en volume – sauf indications contraires

	97			98		
	[1]	[2]	[3]	[1]	[2]	[3]
Consommation privée	1.6	1.0	1.3	2.0	1.8	1.9
Consommation publique	1.2	0.9	0.8	1.3	1.5	1.3
Formation brute de capital fixe	4.5	3.8	4.2	3.6	3.9	3.7
Emplois finals nationaux	2.1	1.7	1.7	2.2	2.3	2.1
Exportations de biens et services	6.2	6.4	5.8	5.6	6.9	7.5
Importations de biens et services	5.5	5.7	5.3	5.4	6.3	7.1
Exportations nettes (contribution à la croissance)	0.7	0.8	0.6	0.4	0.8	0.7
Produit intérieur brut	2.7	2.4	2.4	2.5	3.0	2.8
Déflateur de la consommation privée	1.6	1.7	1.7	1.2	1.8	1.6
Revenu disponible réel des ménages	0.8	0.5	1.3	2.1	1.4	1.9
Taux d'épargne des ménages (en % du revenu disponible)	15.6	15.8	16.3	15.7	15.4	16.3
Emploi intérieur (variation en milliers, situation au 30 juin)	12.1	7.4	11.1	33.1	40.8	40.8
Balance des opérations courantes (en % du PIB)	5.3	5.0	5.9	5.7	5.4	6.4
Taux d'intérêt à court terme (%)	3.4	3.2	3.3	3.6	3.5	4.1
Taux d'intérêt à long terme (%)	5.8	5.8	5.8	5.2	5.9	5.9

(\*) [1] et [3]: UEBL; [2]: Belgique

[1] *Budget Economique, février 1998*

[2] *Commission Européenne, Budgets économiques 1997–99, Automne 1997*

[3] *OCDE, Perspectives Economiques No. 62, décembre 1997*

19/02/98

**Tableau D. Indicateurs de court–terme de l’économie belge**

				96		97			
	95	96	97	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4
<b>Enquêtes mensuelles de conjoncture</b>									
Indicateur global (1)	-12.2	-11.2	-1.6	-8.6	-6.7	-7.3	-2.3	0.8	2.4
Industrie manufacturière (1)	-11.3	-13.3	-0.3	-10.4	-7.9	-7.8	-0.2	2.9	3.8
Construction (1)	-13.1	-7.0	-5.1	-5.7	-5.0	-4.8	-7.1	-5.1	-3.5
Commerce (1)	-15.1	-5.8	-4.0	-2.8	-2.8	-7.6	-7.0	-3.3	1.9
<b>Production industrielle</b>									
Construction incl. (2)	5.3	0.8	–.	3.4	4.3	2.0	4.1	6.4	–.
Construction excl. (2)	6.2	0.9	–.	3.4	3.8	1.6	5.2	6.9	–.
<b>Chiffre d’affaires d’après la TVA</b>									
Entreprises industrielles (2)	7.4	2.0	–.	-0.2	2.9	4.5	7.1	8.4	–.
Entreprises non–industrielles (2)	5.8	6.1	–.	6.1	8.5	8.3	11.6	13.7	–.
Total entreprises (2)	6.5	4.5	–.	3.6	6.2	6.7	9.9	11.7	–.
<b>Consommation privée</b>									
Chiffre d’affaires d’après la TVA – commerce de détail (2)	1.3	3.5	–.	2.7	3.4	2.3	2.3	5.1	–.
Immatriculations de voitures neuves (2)	-8.0	7.8	-5.7	3.6	-3.1	-12.2	-6.4	1.7	-0.4
Baromètre de confiance des consommateurs (1)	-13.8	-22.5	-21.0	-23.7	-20.7	-23.3	-25.7	-21.7	-13.3
<b>Investissement</b>									
Investissements d’après la TVA									
Entreprises industrielles (2)	11.0	9.3	–.	10.3	6.4	-5.4	4.2	-3.1	–.
Entreprises non–industrielles (2)	5.5	3.1	–.	0.2	7.1	5.7	22.7	6.4	–.
Total entreprises (2)	7.6	5.5	–.	4.0	6.8	1.2	15.4	2.5	–.
Taux d’utilisation des capacités de production (%)	80.3	79.8	82.0	80.3	80.3	80.3	82.4	83.2	81.9

(1) Données qualitatives

(2) Taux de croissance par rapport à la période correspondante de l’année précédente

## Indicateurs de court–terme de l’économie belge (suite)

				96		97			
	95	96	97	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4
<b>Marché du travail</b>									
Chômage incl. chômeurs agés (1)	596.9	588.3	570.0	608.9	582.9	570.5	542.9	598.1	568.7
Chômage excl. chômeurs agés (1)	669.3	679.9	683.9	707.2	684.6	678.4	654.5	714.1	688.6
Taux de chômage – Eurostat (2)	9.9	9.8	9.5	9.7	9.6	9.5	9.6	9.6	9.3
<b>Prix</b>									
Indice traditionnel (3)	1.5	2.1	1.6	1.9	2.4	1.9	1.5	1.8	1.3
Indice santé (3)	1.6	1.7	1.3	1.5	1.9	1.4	1.2	1.4	1.2
Pétrole (brent, en USD)	17.1	20.6	19.3	21.0	23.6	21.0	18.6	18.6	18.9
<b>Taux d’intérêt et de changes</b>									
Taux des certificats du trésor (3 m.)	4.8	3.2	3.4	3.2	3.0	3.2	3.3	3.5	3.7
Taux à LT des obligations d’état (10 ans)	7.5	6.5	5.8	6.6	6.0	5.8	5.9	5.7	5.6
Différentiel de taux avec l’Alle– magne – CT (4)	36	0	18	4	–6	8	14	36	13
Différentiel de taux avec l’Alle– magne – IT (4)	63	27	10	28	11	11	14	9	12
Taux de change effectif BEF (16 monnaies) (3)	4.0	–2.0	–4.2	–1.8	–3.4	–4.1	–3.7	–5.3	–3.5
<b>Commerce extérieur</b>									
<i>Balance des paiements BLEU (base transactions)</i>									
Solde de la balance des biens (5)	279	263	–.	54	67	51	87	88	–.
Solde de la balance courante (5)	425	433	–.	98	108	98	139	111	–.
<i>Enquête de conjoncture – industrie manufacturière</i>									
Evolution des commandes à l’exportation (6)	–8.8	–2.1	8.6	1.3	3.0	–0.3	10.3	14.0	10.3

(1) Niveau moyen non–désaisonnalisé en milliers

(2) Désaisonnalisé, en pour–cent de la population active

(3) Taux de croissance par rapport à la période correspondante de l’année précédente

(4) Niveau en points de base

(5) Niveau en mld. BEF

(6) Données qualitatives



Beschikbaar in het Nederlands

Bureau fédéral du Plan  
47-49, Avenue des Arts  
1000 Bruxelles

TEL 02/507.73.11  
FAX 02/507.73.73  
URL <http://www.plan.be>

Editeur responsable:

Henri Bogaert, Commissaire au Plan  
Dépôt légal: D/1998/7433/2

**Document imprimé par les soins du Ministère des Affaires économiques**